

Des personnalités politiques américaines demandent le retrait de Cuba de la liste des pays terroristes

Image not found or type unknown



Washington, 4 mai (RHC) L'inclusion de Cuba dans la liste américaine des pays qui soutiendraient le terrorisme cause d'innombrables difficultés aux familles de l'île, ont dénoncé deux éminentes personnalités politiques américaines dans un article publié dans le journal The Boston Globe, au Massachusetts.

Le représentant démocrate Jim McGovern et Patrick Leahy, ancien président pro tempore du Sénat, et qui a été membre de cet organe législatif de 1975 à janvier de cette année, signataires de l'article, ont déclaré que presque tous les responsables du renseignement et les diplomates des administrations démocrate et républicaine s'accordent à dire que la désignation accordée au pays caribéen au cours des derniers jours du mandat de Donald Trump (2017-2021) est dépourvue de tout mérite.

C'est pourquoi le président Barack Obama (2009-2017) l'a retiré de la liste en 2015, et pourtant, alors que la première moitié de la période de l'administration Biden s'est écoulée, l'île reste dans cette catégorie, ont-ils fait valoir.

Ils ont souligné que cela signifie que l'industrie privée, les groupes religieux, les organisations non gouvernementales, les universités et même les gouvernements étrangers risquent des représailles de la part des États-Unis pour presque tout type d'aide, d'affaires, d'investissement ou de commerce avec les citoyens cubains.

Bien que la levée de l'embargo économique, financier et commercial vieux de 60 ans - un anachronisme de la guerre froide qui n'a atteint aucun de ses objectifs - nécessite une loi du Congrès, il existe des mesures intermédiaires qui devraient être prises immédiatement, ont déclaré M. McGovern et M. Leahy.

Tout d'abord, la Maison Blanche devrait retirer Cuba de la liste des pays qui soutiennent le terrorisme. C'est un secret de polichinelle à Washington que le pays des Caraïbes n'a pas sa place sur la liste et que la fausse justification précédente de l'administration Trump était motivée par des considérations politiques, ont-ils déclaré.

Deuxièmement, M. Biden devrait éliminer le titre III de la loi Helms-Burton, qui, ont-ils ajouté, est une tentative malavisée d'intimider d'autres pays pour qu'ils se joignent involontairement aux efforts visant à punir le peuple et les hommes d'affaires de l'île, exacerbant leurs difficultés en entravant le commerce et l'investissement.

Troisièmement, ils estiment que l'administration actuelle devrait élargir le dialogue diplomatique avec Cuba sur des questions telles que les migrations, la sécurité maritime et la protection de l'environnement, faciliter l'exportation de produits agricoles américains et renforcer la coopération dans le domaine de la santé.

Enfin, le président américain devrait permettre à un plus grand nombre de ses ressortissants de se rendre sur l'île, ont déclaré les signataires de l'article intitulé "Biden should take Cuba off the list of state sponsors of terrorism" (M. Biden devrait retirer Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme). (Source:PL)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/nacionales/321680-des-personnalites-politiques-americanes-demandent-le-retrait-de-cuba-de-la-liste-des-pays-terroristes>



Radio Habana Cuba